

*Questions orales***L'ENVIRONNEMENT****LES PLUIES ACIDES—LES ENTRETIENS AVEC LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS**

J'imagine que le ministre a reçu plusieurs instances de la part des représentants de l'industrie du vêtement depuis quelques mois, visant à réduire les quotas d'importation dans le but de faciliter, si l'on veut, la création d'emploi, ou tout au moins sauver les emplois déjà existants. Est-ce qu'il serait en mesure de nous dire si, à la suite des instances qui ont été faites par les représentants de l'industrie du vêtement, le gouvernement envisage de répondre par l'affirmative aux demandes faites par cette association?

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, je signalerai à l'honorable député que la question de l'importation des vêtements est la responsabilité de mon collègue le ministre d'État (Commerce international).

M. La Salle: Je désire poser une question supplémentaire, madame le Président, au ministre d'État (Relations extérieures) qui, je crois, a déjà compris ma première question. Je m'en excuse, mais j'aurais souhaité, bien sûr, lui poser ma première question. Je lui demande donc tout simplement si le gouvernement étudie la possibilité de répondre par l'affirmative aux arguments proposés par l'Association des employés du vêtement, et quand il pourra donner cette réponse, étant donné que l'urgence est de plus en plus grande.

L'hon. Charles Lapointe (ministre d'État (Relations extérieures)): Madame le Président, mon collègue le ministre d'État (Commerce international) de même que le secrétaire parlementaire du ministre des Affaires extérieures ont rencontré à plusieurs reprises des représentants de l'industrie du textile et du vêtement, de même que des représentants des importateurs, afin d'étudier toute cette question.

Un phénomène assez inquiétant se produit cette année sur le marché: pour les trois premiers mois de l'année, il y a eu une entrée fort volumineuse de vêtements sur le marché canadien, surtout en provenance des pays de l'Asie du Sud-Est, et plus particulièrement de cinq pays. Mon collègue le ministre d'État (Commerce international) devrait présenter à ses collègues du Cabinet, au cours des deux prochaines semaines, un document concernant toute cette question.

* * *

[Traduction]

LE SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA**LE CENTRE DE SOINS PSYCHIATRIQUES DE SASKATOON**

M. W. Kenneth Robinson (Etobicoke-Lakeshore): Madame le Président, ma question s'adresse au solliciteur général. Un m'a signalé que les services du solliciteur général avaient l'intention de fermer graduellement le Centre régional de soins psychiatriques dans l'ouest du Canada. Le ministre pourrait-il nous dire pourquoi son ministère prend une telle décision puisque les détenus ont tellement besoin de cet établissement?

L'hon. Bob Kaplan (solliciteur général du Canada): Madame le Président, si le député veut parler du Centre de soins psychiatriques de Saskatoon, je puis lui assurer que nous n'avons nullement l'intention de le fermer graduellement; en fait, on s'emploie actuellement à trouver le moyen d'en améliorer les services; c'est dire que nous n'avons pas l'intention de le fermer.

M. Tom McMillan (Hillsborough): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Étant donné l'urgence du problème des pluies acides, le ministre sait-il si le premier ministre a profité du sommet de Williamsburg pour discuter de cette question de façon officieuse avec le président américain et sait-il si le premier ministre a abordé des questions bilatérales avec le président américain à cette occasion? Dans l'affirmative, et si ce n'est pas la question des pluies acides, de quoi a-t-on parlé?

L'hon. John Roberts (ministre de l'Environnement): Madame le Président, j'ignore quelles sont au juste les questions bilatérales qui ont été abordées. Je ne sais si le problème des pluies acides a été soulevé de façon officieuse. Nous n'avons pas l'intention formelle de le faire car, comme le premier ministre le savait, je m'étais entretenu avec le directeur de l'Environmental Protection Agency des États-Unis le vendredi précédant immédiatement le sommet de Williamsburg. Une série de mécanismes officiels ont déjà été prévus pour la discussion de ces questions entre moi-même et mon collègue le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et le secrétaire d'État américain et M. Ruckelshaus, de l'EPA, afin de nous aider à faire aboutir ces pourparlers. Il n'était donc pas nécessaire de discuter de façon officielle de ces questions lors du sommet de Williamsburg.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Tom McMillan (Hillsborough): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse également au ministre de l'Environnement. Ne croit-il pas que le sommet de Williamsburg constituait l'occasion idéale pour le premier ministre de discuter de cette question écologique très grave avec le président américain, ne serait-ce que de façon officieuse si ce n'est dans le cadre officiel des travaux de la conférence? Ne croit-il pas que la campagne du Canada sur les pluies acides serait grandement facilitée s'il obtenait un plus grand appui de la part de ses collègues du cabinet et surtout du premier ministre qui s'est désintéressé complètement de ce problème des pluies graves?

L'hon. John Roberts (ministre de l'Environnement): Madame le Président, ces deux questions sont absurdes. La réponse à la première question absurde est non; les discussions bilatérales sur les pluies acides entre le Canada et les États-Unis peuvent être mieux menées lors d'un sommet bilatéral que lors d'un sommet multilatéral. En réponse à la seconde absurdité, dans le cas de la question des pluies acides, je reçois un énorme appui de la part de tous mes collègues, notamment le premier ministre qui a abordé à plusieurs reprises cette question avec le président des États-Unis. Je n'ai aucune raison de me plaindre de l'excellent appui qu'ils m'ont apporté et le député n'en a aucune non plus.